



## Ce document vaut quatre ans de prisons

Pour avoir simplement traduit et rendu public ce communiqué du DHKC (une organisation révolutionnaire de Turquie), Bahar Kimyongur a été condamné à quatre ans de prison par le tribunal de Bruges, sur base de la nouvelle loi anti-terroriste de la ministre socialiste Onkelinckx.

**Solidarité avec Bahar Kimyongur !**

**Solidarité avec tous les révolutionnaires du DHKC condamnés à Bruges !**

**Secours Rouge/APAPC**  
7 mars 2006

25 juin 2004

Communiqué: 335.

### EXCUSES ET EXPLICATIONS

Le 24 juin dernier vers 15.00, la bombe que transportait notre camarade Semiran Polat avec l'intention de mener une action en représailles à l'assassinat de nos camarades en prison, a explosé alors qu'elle se trouvait dans un autobus à hauteur du quartier Çapa à Istanbul. Outre notre camarade Semiran Polat, les personnes dénommées Zehra Sahin, Kemal Polat et Feride Ilgiz sont décédées. Notre tristesse est grande face à un accident dont nous n'avons jamais connu de semblable en 34 ans d'histoire.

Malgré tout, nul ne doit distordre cette réalité par la démagogie sur le "terrorisme". Dans les prisons de ce pays, 114 personnes ont perdu la vie !

Au cours de l'hécatombe qui se poursuit dans les prisons, 28 détenus ont été assassinés en une seule nuit (19 décembre 2000) sous la complicité de l'Etat et des médias bourgeois. Les médias et l'Etat ont continué à collaborer tout au long de ce massacre.

A ce jour, 114 personnes sont mortes. Dans les médias bourgeois, il n'y a toujours pas un seul mot sur ce crime. Le gouvernement n'a pas fait la moindre déclaration.

114 personnes meurent dans un pays dont les médias ne soufflent mot. Quant au gouvernement de ce pays, il ne se sent pas responsable. Même dans les pays les plus rétrogrades, il n'est pas possible de rencontrer une chose pareille.

En Turquie, par contre, cela arrive. Et si l'Etat parvient à faire le silence sur ce crime, c'est parce qu'il est aidé par les médias.

La politique de l'isolement dans les prisons de type F a assassiné le 22 juin notre camarade Hüseyin Çukurluöz et le 23 juin, notre camarade Bekir Baturu. Hüseyin Çukurluöz est ainsi devenu le 113e camarade et Bekir Baturu, le 114e camarade de cette résistance.

Entre-temps, l'alliance État-médias a gardé son mutisme! Cette alliance a une nouvelle fois soutenu la tyrannie en silence. Le Premier ministre Tayyip Erdogan déclara sans la moindre honte: « ces décès ne sont pas survenus durant notre mandat ». ALORS AVEC QUI ET COMMENT MODIFIER CE TABLEAU FAIT D'INJUSTICES ET DE NON-DROIT ?

Semiran Polat s'est engagée pour changer cet état des choses.

Elle avait préparé sa bombe pour mener des représailles contre l'assassinat de ses deux camarades.

Malheureusement, un accident dont nous ne connaissons toujours pas la raison s'est produit. Un accident involontaire et qui n'a pas de comparaison dans notre histoire. Car, c'est la première fois que des gens du peuple ont été tués ou blessés.

Nous en sommes responsables. Nous reconnaissons notre faute et nous présentons toutes nos excuses à notre peuple.

Les tortionnaires de ce pays cherchent à légitimiser leurs crimes en instrumentalisant ce triste accident. Rien ne doit nous faire oublier la réalité suivantes: nous avons le droit de représailles face à l'assassinat de 114 de nos camarades.

C'est cet État qui assassine ces 114 personnes. Ce sont ces médias qui dissimulent les décès et le régime d'isolement ou qui fait la publicité de ce type d'incarcération. La responsabilité de l'État et des médias est claire. L'État et les médias recourent à la violence et l'encouragent. Eux qui sont les véritables producteurs de violence se permettent d'accuser d'autres de violents.

Par conséquent, la presse et les médias qui ont applaudi le massacre de 28 prisonniers et qui dissimulent la violence de l'Etat n'ont rien à dire aux révolutionnaires. "La vie humaine" n'a aucune valeur à leurs yeux. Ils n'ont vraiment rien à dire sur la préciosité de la vie.

Les révolutionnaires reconnaissent leurs erreurs et leurs responsabilités. Personne n'a à rappeler cela aux révolutionnaires.

Certainement pas ceux dont les mains dégoulinent de sang. Ce ne sont pas les révolutionnaires qui mettent la vie de la population en danger. Ce sont l'Etat et ses chiens de garde de la presse. Dans ce pays, près de 10.000 personnes ont été abattues, exécutées et enlevées par l'Etat.

C'est le fascisme qui menace la vie des gens; pas les révolutionnaires.

La conception politique et éthique du Front révolutionnaire de libération du peuple à propos de l'action révolutionnaire est claire et précise depuis 34 ans. Notre conception politique et éthique rejette toute forme d'action qui porte préjudice à la population. Jamais nous n'accepterons que le peuple soit visé.

Cette bombe qui devait exploser dans le centre névralgique des ennemis du peuple a accidentellement explosé. Nous réitérons nos excuses et reconnaissons notre responsabilité.

C'est pourquoi, nous dédions nos sincères condoléances aux proches de Zehra Sahin, Kemal Polat et Feride Ilgiz et souhaitons un prompt rétablissement à toutes les personnes blessées.

Notre camarade Semiran Polat a consacré toute sa jeunesse à la libération du peuple. Elle a courageusement représenté la justice du peuple.

Semiran Polat est née le 16 octobre 1975 au village kurde de Basu (Günesdere en turc) à Mazgirt, dans la province de Dersim. Comme son père partit travailler en tant qu'ouvrier dans le complexe sidérurgique "Demir-Celik" (Fer et acier) à Iskenderun (Alexandrette), elle vécut durant son enfance dans cette ville portuaire. Elle étudia à la faculté de philosophie de l'université de Mersin. A cette époque, elle fut organisée au sein de l'Association des Etudiants puis au sein de la Fédération des associations étudiantes de Turquie (TÖDEF). Elle participa à la lutte académique et démocratique des étudiants. Dans cette lutte, elle assumait de plus en plus de responsabilités.

En 1995, elle fit connaissance avec le mouvement révolutionnaire. En 1996, elle s'organise.

En 1997, elle est affectée au poste de représentante de l'organisation de la jeunesse de Mersin.

En 1998, elle assure la coordination du mouvement en Méditerranée, entre les villes de Mersin, d'Antalya et d'Isparta. Elle fut fort active dans l'organisation de notre base populaire à Mersin. Elle a été arrêtée au cours d'une conférence de presse relative à une descente policière menée dans les locaux de la revue "Kurtulus" (Libération). Durant cette garde à vue, elle est torturée. Elle vécut en outre, de courtes captivités.

En 1998, elle décide de s'engager complètement dans la lutte de libération du peuple. En 1999, elle devient dirigeante de l'organisation de la jeunesse. Elle assume cette responsabilité jusqu'en 2001. Par la suite, elle entre en

clandestinité. Elle combat au sein des unités de propagande armée.

Ses enseignants ont été deux martyrs du jeûne de la mort : Ugur Türkmen et Tülay Korkmaz. Les 114 personnes que les prisons de type F ont tuées ont été ses camarades et ses compagnons de tranchée. C'est pourquoi, elle souhaitait, plus que tout, venger ses camarades.

Elle eut un parcours militant dense au sein de la jeunesse et dans les quartiers populaires. Pour son idéal d'émancipation, elle connut la torture et la captivité. Mais pour elle, cela en valait la peine. Parlant de ses activités politiques au sein des quartiers populaires, voici ce qu'elle dit : « *Après les cours, je me rendais aux quartiers avec Ugur (Türkmen) pour y mener nos activités. Je passais la nuit dans le quartier avec mes camarades. Je vivais ma militance avec beaucoup d'intensité. Je n'avais jamais été aussi paisible de ma vie. Mon engagement me procurait un plaisir immense...* »

Dans le curriculum vitae qu'elle adressa à notre organisation, voici ce qu'elle écrit: « *J'aime intensément la vie, j'aime les gens. J'ai la conscience tranquille parce que je lutte... Lorsque l'on scrute nos 30 ans d'histoire, on y voit de l'héroïsme ainsi que de nouvelles traditions. Surtout aujourd'hui... Nous résisterons contre le capitalisme, l'impérialisme et tous ses collaborateurs jusqu'au bout parce que nous sommes révolutionnaires. Notre mouvement est un espoir de libération pour les peuples. Notre mission est d'agrandir cet espoir.* »

**NOUS TE LE PROMETTONS CAMARADE SEMIRAN, NOUS AGRANDIRONS L'ESPOIR!**

**Devrimci Halk Kurtulus Cephesi**

### Qui sommes-nous ?

La Commission pour un Secours Rouge International s'est constituée en 2000 pour soutenir les militants ouvriers, révolutionnaires, les combattants des luttes de libération nationale emprisonnés, ainsi que toutes les personnes réprimées pour leur activité anticapitaliste et anti-impérialiste. Alors que la répression bourgeoise s'aggrave en prenant une dimension toujours plus transnationale, l'organisation de la solidarité de classe par dessus les frontières devient un impératif vital. Le SRI rassemble dans ce but des militants et des sympathisants communistes, et d'authentiques démocrates décidés à faire front avec les communistes sur le terrain de la solidarité de classe, dans la grande tradition du Secours Rouge International de l'entre deux guerres. La solidarité envers les prisonniers est le lieu où les divergences politiques doivent être les moins influentes : il y a un devoir d'unité face à la répression bourgeoise. L'activité du SRI n'est ni humanitaire ni caritative, elle est politique. Elle fait partie du grand mouvement anticapitaliste, anti-impérialiste, antifasciste, qui vise à renverser l'exploitation et l'oppression. Le SRI défend l'identité politique des prisonniers révolutionnaires, soutient leurs revendications et leurs luttes, travaille à faire connaître leur réalité, exige la libération des prisonniers malades, dénonce toutes les formes d'isolements, les longues peines, les mesures dites "de sécurité", les restrictions à la libération conditionnelle, les lois d'exception, la double peine, les expulsions et les extraditions. La solidarité est notre arme !

Lisez **Solidarité !**, le bulletin bimestriel du Secours Rouge/APAPC, section belge de la Commission pour un Secours Rouge International.

Le prix du bulletin est de 1 €. Le prix de l'abonnement de soutien (six numéros sous plis fermés) est de 25 €.

Adresse: Secours Rouge/APAPC, BP 6, Saint-Gilles 1, 1060 Bruxelles. Mail: SR\_APAPC@hotmail.com

Consultez le site du Secours Rouge/APAPC: [www.secoursrouge.org](http://www.secoursrouge.org) et celui de la Commission pour un Secours Rouge International: [www.rhi-sri.org](http://www.rhi-sri.org)